Olivier Delorme

30 bonnes RAISONS POUR SORTIR DE L'EUROPE

H&O

Table des matières

Prologue
L'Europe n'est pas une belle idée « en soi » 7

PREMIÈRE PARTIE
Pour en finir avec la propagande :
ce que l'Europe n'est pas **11**

I - L'Europe contre les peuples
n'est pas une nouveauté 15
II - Le mensonge européen sur la nation 21
III - L'Europe n'est pas la paix… 29
IV - L'Europe n'est pas européenne,
c'est une création de guerre froide 35
V - L'Europe n'est pas la paix,
c'est la guerre froide à perpétuité 43
VI - *Big is not beautiful :*
l'Europe n'est pas un surcroît de puissance 51
VII - Le « couple franco-allemand »
n'est qu'une fable 57
VIII - L'euro n'est pas une monnaie européenne 65
IX - L'euro n'est pas une monnaie :
c'est un carcan idéologique 71

X - L'euro n'est pas viable : l'exemple grec 79

DEUXIÈME PARTIE
Ce que l'Europe est en réalité 89

XI - Les drôles de Pères de l'Église européenne 93
XII - L'Union européenne,
ou le coup d'État permanent 107
XIII - L'Union européenne,
ou la fin de la démocratie 117
XIV - L'Union européenne,
ou comment réinventer l'oligarchie 123
XV - Le « parlement européen » : une imposture 131
XVI - La Commission, ou Ubu chez Kafka 137
XVII - Au paradis des lobbys 147
XVIII - En attendant Godot… et l'Europe sociale 157
XIX - Une des fabriques du terrorisme 169
XX - Hiérarchie des peuples
et cécité géostratégique 177

TROISIÈME PARTIE
Pourquoi et comment en sortir 191

XXI - Cliquet et carcan 195
XXII - L'impossible réforme de l'euro 201
XXIII - En sortir au plus vite 211
XXIV - Sortir de l'euro, pour quoi faire ? 219
XXV - Vessies et lanternes 229

XXVI - Sortir pour repartir de l'avant : un nouveau programme du CNR 235
XXVII - Redonner du sens au politique 243
XXVIII - Reprendre le contrôle de nos lois 251
XXIX - Sortir de l'UE pour bâtir une autre Europe 261
XXX - Et si l'Union européenne était déjà morte ? 271

Remerciements 279

V

L'Europe n'est pas la paix, c'est la guerre froide à perpétuité

De Gaulle avait eu la lucidité, dès 1966, de nous dégager de l'organisation militaire intégrée de l'OTAN, expliquant que si nous devions conduire des guerres, celles-ci devaient être les nôtres, non celles des autres dans lesquelles nous risquions d'être entraînés sans l'avoir voulu. Nous devions avoir les mains libres, parce que l'illusion de penser qu'il vaut mieux être dedans, soi-disant pour « influencer » quelque chose qu'on n'influencera pas, plutôt que d'assumer son destin, a toujours, un jour ou l'autre, des conséquences tragiques.

Cette OTAN, dont le prétexte était de contenir la menace soviétique, aurait dû, en outre, se dissoudre une fois l'URSS disparue. Elle s'est au contraire étendue. Et sous prétexte de « défense européenne », conçue comme un « pilier de l'OTAN », Chirac amorça notre retour dans le giron américain à l'occasion de la guerre illégale de l'OTAN contre la Serbie, Sarkozy réintégra la France dans le commandement militaire intégré, puis Hollande, qui avait prétendu combattre cette décision — le groupe PS avait même déposé contre elle une motion de censure en 2008 —, fit ratifier le

protocole de Paris qui l'entérinait, le 7 avril 2016. Une fois de plus, l'Europe servait de couverture à la soumission aux États-Unis, en l'occurrence à la liquidation de l'exception française — 50 ans après la décision du général de Gaulle.

Pire, depuis 1990, l'UE n'a cessé de jouer les supplétifs de la politique américaine en même temps qu'elle servait d'antichambre à l'intégration des pays de l'ancien bloc soviétique dans l'OTAN. On a d'ailleurs pris l'habitude d'utiliser la très révélatrice expression d'intégration euro-atlantique, signifiant bien que l'UE n'a jamais été et ne sera jamais rien d'autre qu'un sous-ensemble d'un Grand-Tout à direction américaine.

On s'illusionnerait, au demeurant, en pensant que l'UE est, pour les pays d'Europe centrale et orientale, un choix européen. Certes, il s'agit d'une source de revenus, mais ceux-ci sont en partie captés par des « élites » prédatrices, souvent issues de celles des régimes « socialistes », enrichies par la décollectivisation et qui assurent la soumission aux injonctions de l'étranger dominant qu'est l'UE, comme autrefois à celles de l'URSS. Quant à l'attachement des populations à l'UE, on peut le mesurer lors des élections au pseudo-parlement européen. L'abstention, qui n'a cessé de croître depuis leur adhésion, a atteint des sommets vertigineux en 2014 : plus de 63 % en Estonie et en Bulgarie, plus de 67 % en Roumanie, plus de 69 % en Lettonie, plus de 71 % en Hongrie, autour de 75 % en Croatie, en Slovénie et en Pologne, 81,8 % en République tchèque, 86,95 % en Slovaquie. C'est dire le degré de légitimité des députés européens de ces pays !

En réalité, les politiques économiques imposées par l'UE comme condition de l'adhésion ont produit, plus que l'élévation du niveau de vie espérée, le démantèlement, la disparition ou la privatisation des services publics, la fin de l'accès pour tous aux soins, à l'enseignement, à la culture,

un creusement abyssal des inégalités. Et plutôt que par le développement d'un marché intérieur, l'adhésion s'est le plus souvent traduite par la mise en place d'une économie de type colonial. Pour les gagnants du passage de l'empire soviétique à l'empire européen, l'exportation de main-d'œuvre grâce à la directive « travailleurs détachés » permet de limiter les tensions internes et d'éviter une remise en cause du statu quo politique et social. Pour le patronat des pays importateurs de main-d'œuvre, il s'agit d'un irremplaçable moyen de chantage sur les travailleurs locaux : ou bien vous acceptez la « modération salariale » et la remise en cause de vos acquis sociaux ou bien vous perdez votre emploi. D'autre part, ces pays à bas salaires sont pour partie affectés à la fabrication de produits semi-finis destinés à être valorisés en Europe occidentale, principalement en Allemagne, dont la compétitivité repose largement sur cette colonisation économique.

Il reste que la participation à l'UE a toujours été, pour ces pays, dont la politique étrangère est polarisée par la crainte de (ou l'hostilité à) la Russie, un corollaire — accessoire — de la solidarité avec les États-Unis — inconditionnelle. Ce que l'ex-président Chirac[3] constata avec exaspération lorsque, en 2003, il tenta de s'opposer (dernière occasion en date où la France, rejointe par l'Allemagne et la Russie, refusa de se comporter en subordonné) à l'invasion illégale

3. « Ils auraient mieux fait de se taire » réagit Chirac à la déclaration dite de Vilnius (5 février 2003) signée par l'Albanie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie, qui constatait que les États-Unis avaient apporté au Conseil de sécurité de l'ONU « des preuves indiscutables de la possession par l'Irak de programmes d'armes de destruction massive, de ses efforts manifestes pour échapper au contrôle des inspecteurs de l'ONU et de ses liens avec le terrorisme international » (traduction française in Pierre Verluise, *20 ans après la chute du mur, l'Europe recomposée*, Éditions Choiseul, Paris, 2009, p. 159).

de l'Irak par les États-Unis et le Royaume-Uni qui créa le chaos dont est sorti Daesh. Pourtant, en voyant leur participation à l'UE comme seconde par rapport à leur allégeance aux États-Unis, ces pays ont bien compris la véritable nature de l'UE qui n'a toujours été, pour les Américains, qu'un moyen d'intégrer économiquement une zone dans laquelle, par l'OTAN, s'exerce leur domination stratégique.

Il était donc illusoire de penser qu'après 1990 l'UE disposerait de la moindre autonomie pour développer un vrai partenariat avec la Russie (qui, quoi qu'on en ait, est et restera une grande puissance européenne), alors que les États-Unis tentaient de la vassaliser, à la faveur de la désastreuse ère Eltsine, et de l'encercler, par l'intégration de l'Europe centrale et orientale à l'OTAN ou par l'installation de bases militaires américaines en Asie centrale ex-soviétique.

Guerre illégale de l'OTAN contre la Serbie (1999), après une mise en condition des opinions européennes comparable à celle qui précéda l'invasion de l'Irak ; nomination du secrétaire général de l'OTAN (1995-1999) Solana comme haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE (1999-2009) ; sommet du cinquantenaire de l'OTAN à Washington, en avril 1999, qui adopta un « nouveau concept stratégique » selon lequel l'Alliance pourrait intervenir hors du territoire de ses membres et dans des crises ne relevant pas d'agression contre l'un d'entre eux ; sécession du Kosovo imposée par les États-Unis en 2008, en violation de la résolution 1 244 du Conseil de sécurité de l'ONU et des promesses faites à la Russie ; détournement par la France et le Royaume-Uni, afin de renverser le régime libyen, de la résolution 1973 (2011) du même Conseil que la Russie avait accepté de voter parce qu'elle ne portait que sur la protection des populations civiles ; déploiement d'un bouclier anti-missiles aux frontières de la Russie dont seuls

les gogos peuvent gober qu'il ne vise que l'Iran… La liste est trop longue des événements qui, depuis 1990, font de l'OTAN, avec le concours de l'UE, une organisation agressive et un des principaux facteurs de déstabilisation internationale. Elle est trop longue pour ne pas penser que Poutine, qui a bâti sa carrière politique sur le retour à la dignité de son pays redevenu une puissance avec laquelle il faudrait compter, laisserait passer une provocation de plus — de surcroît à sa frontière.

Poutine n'est certes pas un enfant de chœur — alors que Bush, nos alliés saoudiens ou le néo-sultan Erdogan sont bien sûr vêtus de « probité candide et de lin blanc ». Il reste que tout le monde savait — plus encore depuis les guerres de sécession yougoslaves — qu'on ne transforme pas sans risque les frontières administratives intérieures d'un État fédéral, sans réalité politique, en frontières internationales. Tout le monde savait aussi qu'il y a toujours eu deux Ukraine : l'une russe, d'histoire et de culture ; l'autre annexée à l'Empire autrichien puis à la Pologne, avant de l'être par l'URSS en 1945. Dans cette Ukraine occidentale, la collaboration avec les nazis fut massive et cruelle, le révisionnisme et le néonazisme y sont singulièrement influents. Tout le monde savait qu'installer à Kiev un pouvoir qui, à tort ou à raison, apparaîtrait hostile à Moscou provoquerait une réplique de Poutine. Tout le monde savait encore que la Crimée est russe depuis qu'elle n'est plus ottomane, et qu'elle fut artificiellement rattachée en 1954 à la République soviétique d'Ukraine, en cadeau de joyeux avènement de Khrouchtchev, lequel voulait faire oublier un peu la répression sanglante qu'il y avait conduite après 1945. Tout le monde savait enfin qu'aucun chef d'État russe digne de ce nom ne laisserait tomber Sébastopol aux mains d'un pouvoir susceptible de lui contester un jour le libre usage de ce port.

Dans ce contexte, en ouvrant des négociations d'association avec l'Ukraine en 2007, alors que depuis 1990 l'association ou l'entrée dans l'UE ont toujours été l'antichambre de l'adhésion à l'OTAN, l'UE a fait preuve au mieux de beaucoup d'inconséquences et de légèreté, pour reprendre les mots d'Hubert Védrine — notre dernier ministre des Affaires étrangères digne de ce nom avec Dominique de Villepin. Au pire, elle s'est livrée à une provocation au moment où Moscou préparait le lancement, en mai 2014, d'une Union économique eurasiatique.

On connaît la suite : élu en 2010 avec l'appui massif de l'est du pays, le président Ianoukovitch refuse de signer l'accord d'association en novembre 2013. Et se déclenche alors ce que les médias occidentaux présentent aussitôt comme une révolution populaire (limitée à l'ouest du pays et à Kiev), alors que divers groupes, armés et / ou néonazis pour certains, agissent à l'arrière-plan de ce qui peut aussi bien apparaître comme un coup d'État contre un pouvoir issu d'élections régulières.

Sans compter que la médiation de l'UE qui aboutit à un accord, aussitôt violé par les « insurgés » protégés des États-Unis et de l'UE, présente au moins une flagrante « bizarrerie ». Il est en effet d'usage que ce genre de mission soit conduite par le pays assurant la présidence du Conseil européen, accompagné de celui à qui il a succédé et de celui qui lui succédera : en l'occurrence la Grèce, la Lituanie et l'Italie. Mais la Grèce et l'Italie étant sans doute jugées trop peu hostiles à la Russie, on substitua à cette triplette — on se demande encore sur quels critères ! —, la France, l'Allemagne et la Pologne qui, parce qu'elle fait figure de faucon et que l'Ukraine occidentale lui a été annexée entre les deux guerres mondiales, aurait dû, à l'évidence, être exclue d'une délégation, si celle-ci avait eu pour but de trouver un compromis.

Quant au nouveau pouvoir ukrainien composé d'oligarques tout aussi corrompus que ceux du gouvernement légal renversé, de néonazis que l'UE juge respectables dès lors qu'ils sont antirusses, et de personnages intimement liés aux États-Unis, il prit des mesures à l'évidence inacceptables par les Ukrainiens de l'Est et par Moscou, entraînant l'insurrection de plusieurs régions, l'annexion de la Crimée… les imbéciles sanctions européennes contre la Russie et le financement à fonds perdu par l'UE de la dette abyssale de l'Ukraine — la même UE qui écorche les Grecs et refuse de réduire la leur.

Au final, l'UE a donc créé en Europe un foyer de tension qui n'est pas près de s'éteindre, car l'Ukraine ne peut avoir d'avenir sans d'étroites relations avec la Russie. Mais un foyer de tension qui permet à l'OTAN de renforcer sa présence en Europe de l'Est, sous prétexte, comme l'affirme le communiqué final du sommet de Varsovie des 8 et 9 juillet 2016, des « actions agressives de la Russie, y compris ses activités militaires provocatrices à la périphérie du territoire de l'OTAN ». Comme si l'OTAN était UN État avec UN territoire! Et comme si les États de l'OTAN n'avaient pas violé la Charte des Nations Unies en Serbie / Kosovo, en Irak, en Libye, à Chypre depuis 1974… En réalité, l'OTAN comme sa succursale de l'UE ont besoin d'un ennemi pour justifier leur pérennité: peu importe que celui de la guerre froide ne soit plus communiste, peu importe que les États-Unis et notre caste dirigeante ne cessent de flagorner les parrains et financiers (Arabie Saoudite, Qatar, Turquie) de l'islamisme radical, la véritable menace pour les Européens, face à laquelle la Russie est notre allié naturel!

Sur son blog, l'économiste italien Alberto Bagnai (cf. exergue de la IIIe partie) citait, le 14 octobre 2016, un extrait du journal d'Altiero Spinelli, fort actuel bien que datant du 12 avril 1953. Qu'écrivait donc ce Grand Européen venu

du communisme, fondateur du Mouvement fédéraliste européen et de l'Union des fédéralistes européens, commissaire européen de 1970 à 1976, député au pseudo-parlement européen de 1979 à 1986 et promoteur en 1984 du projet de traité fédéraliste qui aboutit à l'Acte unique de 1986 ? « On ne peut le dire publiquement [*c'est LE principe fondamental de la « construction européenne » : toute chose importante doit être tue aux peuples*], mais le fait est que l'Europe, pour naître, a besoin d'une forte tension russo-américaine et non d'une détente. De même, pour se consolider aura-t-elle besoin d'une guerre contre l'Union soviétique et de savoir la faire au bon moment[4]. » Substituez Russie à Union soviétique…

Décidément, rien ne change jamais dans le meilleur des mondes européistes ! Décidément, l'Europe c'est bien la paix ! Et décidément, afin d'avoir de nouveau les mains libres, afin de n'être pas entraînés dans une guerre qui ne serait pas la nôtre, il est urgent de sortir, au plus vite et en même temps, de l'UE et de l'OTAN.

---

4. Blog d'Alberto Bagnai (http://goofynomics.blogspot.fr), « Va tutto bene… », 14 octobre 2016. La citation est extraite de Altiero Spinelli, *Diario europeo (1948-1969)*, Il Mulino, Bologne, 1989, p. 175. Merci à Frédéric Farah pour la traduction.

Dans les médias dominants, le débat sur la construction européenne se réduit le plus souvent à des lieux communs ou à des anathèmes : « L'Europe, c'est la paix et la prospérité pour tous, parce qu'ensemble on est plus fort. » « Quitter l'Union européenne serait une catastrophe économique, entraînerait le repli sur soi et le triomphe du nationalisme »…

Mais qu'en est-il vraiment ?

L'Europe est-elle une « belle idée en soi » ? La « construction européenne » a-t-elle, comme on le proclame depuis tant d'années, rapproché les peuples d'Europe et garanti la paix ? Le fonctionnement de l'Union est-il démocratique ? Ses institutions sont-elles réformables ?

C'est à toutes ces questions qu'Olivier Delorme répond en trente (et un) chapitres courts, argumentés et accessibles à tous, même lorsqu'il s'agit d'économie et de monnaie (deux domaines bien trop sérieux pour les abandonner aux idéologues de l'économie libérale). Pour lui, il est temps de rompre avec 60 ans de mensonges et d'enfumage ! Car le « déficit démocratique » que concèdent certains europhiles n'est pas le résultat d'une dérive du projet initial, mais bien celui de l'idéologie qui le sous-tend depuis l'origine, une idéologie qui vise à saper jour après jour l'État social et la démocratie que les combats des générations passées nous ont légués.

Comme tous les empires, l'Union européenne s'effondrera un jour. Mais faut-il attendre ce naufrage ? Ou redonner des perspectives d'avenir à notre pays ne suppose-t-il pas d'en sortir au plus vite ?

Alors qu'approchent des scrutins majeurs, chaque citoyen doit être conscient que la « question européenne » détermine aujourd'hui la plupart des choix politiques.

Photo © F. Jamain.

Olivier Delorme est né en 1958. Ses six romans sont disponibles chez H&O. Agrégé d'histoire, maître de conférences à Sciences Po Paris (2001-2008), il est l'auteur de ***La Guerre de 14 commence à Sarajevo*** (Hatier, 2014) et le coauteur de ***Les Grecs contre l'austérité, Il était une fois la crise de la dette*** (Le Temps des cerises, 2015). Il a publié en 2013, dans la collection Folio Histoire (Gallimard), les trois tomes de ***La Grèce et les Balkans, du Ve siècle à nos jours***, qui font autorité aujourd'hui sur l'histoire de la région.

17 €

9 782845 473171